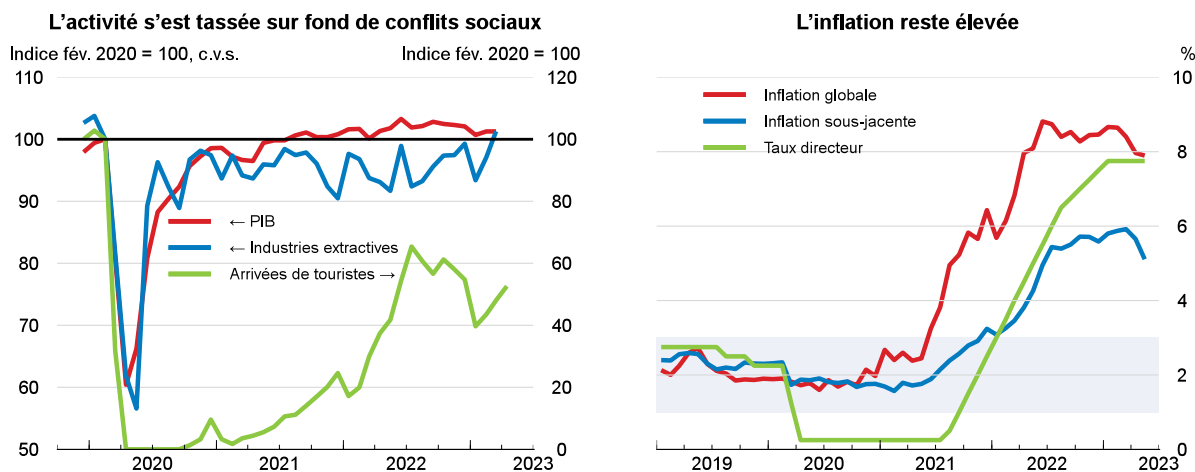


Pérou

La croissance du PIB devrait s'établir à 1.7 % cette année, puis à 2.9 % en 2024. L'incertitude politique, les phénomènes météorologiques extrêmes, les taux d'intérêt élevés et la forte inflation freineront la consommation privée et l'investissement. La lenteur de l'exécution du budget par les administrations infranationales entravera l'investissement public, ce qui sera en partie compensé par le récent train de mesures destiné à stimuler l'investissement. Le redémarrage du tourisme et de la production de cuivre stimulera les exportations. L'inflation devrait ralentir et se rapprocher de son objectif d'ici au début de 2024.

La banque centrale devrait conserver l'orientation restrictive de sa politique monétaire afin d'ancrer les anticipations d'inflation. Le maintien de la trajectoire prévue d'assainissement budgétaire garantira la viabilité de la dette publique. Il est nécessaire de mettre en œuvre une réforme fiscale permettant d'accroître les recettes publiques et de renforcer la progressivité de l'impôt, afin de répondre à l'urgence des besoins infrastructurels et sociaux. Le développement d'une éducation des jeunes enfants de qualité sera décisif pour réduire l'économie informelle et augmenter l'activité féminine, ce qui stimulera le potentiel de croissance.

Pérou



Source : Institut National de Statistique et d'Informatique (Instituto Nacional de Estadística e Informática ou INEI) ; et Banque centrale de réserve du Pérou (Banco Central de Reserva del Perú ou BCRP).

StatLink  <https://stat.link/4pixl3>

Pérou : Demande, production et prix

	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Pérou	Prix courants milliards de PEN	Pourcentage de variation, en volume (prix de 2007)				
PIB aux prix du marché	761.6	-10.8	13.3	2.7	1.7	2.9
Consommation privée	493.5	-9.7	12.3	3.5	1.3	2.7
Consommation publique	100.7	8.5	5.2	-0.9	1.6	1.2
Formation brute de capital fixe	159.8	-16.5	34.2	0.7	-4.9	2.0
Demande intérieure finale	754.0	-8.7	15.3	2.3	-0.1	2.4
Variation des stocks ¹	- 1.1	-1.7	-0.6	0.0	0.1	0.0
Demande intérieure totale	752.9	-10.6	15.2	2.3	0.0	2.4
Exportations de biens et services	183.3	-16.3	19.1	6.0	3.3	4.3
Importations de biens et services	174.5	-15.4	26.2	4.2	-2.6	2.4
Exportations nettes ¹	8.7	-0.2	-2.0	0.4	1.7	0.5
<i>Pour mémoire</i>						
Déflateur du PIB	—	3.9	8.4	4.5	6.4	2.4
Indice des prix à la consommation	—	1.8	4.0	7.9	6.9	3.4
IPC sous-jacent ²	—	1.9	2.2	4.7	5.1	3.3
Taux de chômage (% de la population active)	—	7.7	5.9	4.4	4.6	3.7
Balance des opérations courantes (% du PIB)	—	1.1	-2.3	-4.1	-1.1	-1.1

1. Contributions aux variations du PIB en volume, montant effectif pour la première colonne.

2. Indice des prix à la consommation hors produits alimentaires et énergie.

Source: Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 113.

StatLink  <https://stat.link/h42ymg>

Les conflits sociaux et les phénomènes météorologiques extrêmes pèsent sur la croissance

L'activité économique a connu un net ralentissement en raison des conflits sociaux, des conditions météorologiques extrêmes, de l'incertitude politique, de la forte inflation et du resserrement monétaire. Le PIB s'est contracté de 0.4 % en glissement annuel au premier trimestre de l'année, la construction, l'agriculture et le tourisme ayant été durement touchés. Après un net repli en début d'année, les industries extractives ont pu redémarrer avec la fin des conflits sociaux et des barrages routiers. En outre, une nouvelle mine récemment créée vient d'être entièrement mise en exploitation. En mars, les perturbations des chaînes d'approvisionnement liées au cyclone ont aggravé le ralentissement économique. L'investissement privé a été particulièrement durement touché au premier trimestre de l'année, accusant un recul de 12 % par rapport au même trimestre de l'année précédente. La consommation privée a également ralenti, ne progressant que modestement de 0.4 % en glissement annuel. Toutefois, d'autres indicateurs à court terme, comme la production d'électricité, laissent entrevoir une reprise en cours et une croissance historiquement élevée de l'investissement public dans les quatre premiers mois de l'année apporte un soutien .

L'inflation globale annuelle a reflué pour s'établir à 7.9 % en mai, après avoir culminé à 8.8 % en juin 2022. Si le renchérissement de l'énergie a ralenti, les prix des denrées alimentaires continuent d'aggraver l'inflation en raison de l'agitation sociale et des perturbations des chaînes d'approvisionnement occasionnées par le cyclone. L'inflation sous-jacente est descendue à 5.1 % en mai après avoir culminé à 5.9 % en mars 2023. De plus, les anticipations d'inflation pour les 12 mois à venir ont de nouveau baissé, pour s'établir à 4.2 % en avril. Les revalorisations salariales ont été maîtrisées et les salaires réels sont inférieurs de 5 % à leur niveau de 2019. Les risques associés aux conditions financières à l'échelle mondiale sont atténués par l'importance des réserves de change et le faible niveau de la dette publique.

Le secteur financier reste résilient, dans un contexte où les banques sont bien capitalisées et dotées de volants de liquidité importants.

L'orientation des politiques monétaire et budgétaire demeurera restrictive

La banque centrale a relevé les taux rapidement pour lutter contre l'inflation et a récemment suspendu son cycle de resserrement en raison de la décélération de l'activité économique et la baisse des anticipations de l'inflation. L'inflation globale a commencé à fléchir mais, compte tenu de la persistance de l'inflation sous-jacente et du niveau des anticipations d'inflation, qui dépasse encore l'objectif, la politique monétaire devrait rester restrictive. Le taux directeur devrait rester stable jusqu'à la fin de 2023, avant d'être abaissé progressivement. Pour protéger les ménages de la forte inflation et soutenir une économie morose, les autorités ont lancé un programme de soutien conforme aux règles budgétaires qui compensera en partie l'impact négatif de l'incertitude politique par une conjonction de transferts monétaires ciblés et temporaires, d'investissements publics et de dégrèvements fiscaux accordés aux PME. En accord avec les mesures prévues d'assainissement des finances publiques, la politique budgétaire devrait rester prudente et reconstituer des marges de manœuvre pour être en mesure de faire face à de nouveaux chocs, notamment des catastrophes naturelles.

La croissance économique restera faible dans un environnement incertain

L'incertitude politique, l'inflation élevée et le resserrement des conditions financières pèseront sur la confiance des entreprises et des consommateurs. L'inflation devrait lentement converger vers la fourchette de 1-3 % retenue comme objectif d'ici au début de 2024, ce qui permettra d'assouplir la politique monétaire et de soutenir la consommation des ménages et l'investissement. Les politiques destinées à stimuler l'investissement public et les partenariats public-privé, dans le cadre de la mise en œuvre du plan de relance *Con Punche Peru*, ainsi que les mesures visant à faire face à l'urgence climatique, soutiendront la demande intérieure, et le redémarrage du tourisme et de la production de cuivre stimulera les exportations. Les risques intérieurs résultent principalement de la forte incertitude politique et de la recrudescence des troubles sociaux. El Niño, phénomène naturel dont la fréquence s'est accrue en raison du changement climatique, devrait être modéré, mais constitue néanmoins un risque car il peut évoluer rapidement et provoquer de fortes pluies, occasionner d'importantes pertes économiques et mettre en péril les mesures d'assainissement budgétaire programmées. Une reprise plus lente que prévu en Chine, principal partenaire commercial du Pérou, conjuguée à une baisse des cours du cuivre, affecterait négativement les exportations, les recettes budgétaires et les perspectives d'investissement.

Des réformes sont nécessaires pour ranimer la croissance et remédier aux inégalités entre les genres

L'augmentation de la croissance à long terme dépendra du renforcement des capacités des administrations publiques aux niveaux national et infranational et de la lutte contre la corruption pour assurer la fourniture de services et d'infrastructures publics de qualité. Pour financer comme il le faut les dépenses sociales et infrastructurelles et résorber les disparités régionales, il sera indispensable d'améliorer l'efficacité des dépenses et d'accroître les recettes fiscales. Il serait possible d'y parvenir en réduisant la fraude et les dépenses fiscales, et en renforçant la progressivité de l'impôt. La réduction des prélèvements sur le travail permettrait d'augmenter la couverture sociale et de faire reculer l'économie informelle, en particulier pour les travailleurs à faible revenu, les jeunes et les femmes. Un meilleur accès à une éducation des jeunes enfants de qualité réduirait l'économie informelle, augmenterait l'activité des femmes et la qualité des emplois qu'elles occupent, et stimulerait la productivité.



Extrait de :

OECD Economic Outlook, Volume 2023 Issue 1

A long unwinding road

Accéder à cette publication :

<https://doi.org/10.1787/ce188438-en>

Merci de citer ce chapitre comme suit :

OCDE (2023), « Pérou », dans *OECD Economic Outlook, Volume 2023 Issue 1 : A long unwinding road*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: <https://doi.org/10.1787/1aab3b0d-fr>

Ce document, ainsi que les données et cartes qu'il peut comprendre, sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région. Des extraits de publications sont susceptibles de faire l'objet d'avertissements supplémentaires, qui sont inclus dans la version complète de la publication, disponible sous le lien fourni à cet effet.

L'utilisation de ce contenu, qu'il soit numérique ou imprimé, est régie par les conditions d'utilisation suivantes :

<http://www.oecd.org/fr/conditionsdutilisation>.